



Encore des frappes aériennes dans la nouvelle guerre américaine en Libye

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 04 août 2016

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Des frappes aériennes américaines sur la ville de Syrte sur la côte libyenne, qui ont commencé lundi, ont continué hier dans le cadre de ce que les responsables américains ont clairement défini comme une campagne militaire soutenue. Bien que dirigée nominalelement contre les milices de l'État islamique (EI) d'Irak et la Syrie, la nouvelle éruption du militarisme américain vise plus largement à assurer la domination américaine dans la région.

Le porte-parole du Pentagone Jeff Davis a déclaré aux médias que les États-Unis avaient frappé cinq secteurs à Syrte lundi et deux autres hier, ciblant des chars, des véhicules, un lance-roquettes et des positions de l'EI dans la ville. Selon *l'Associated Press*, les avions de combat du Corps des Marines basés sur l'USS Wasp, un navire d'assaut amphibie en Méditerranée, ont participé aux raids aériens.

Le régime fantoche soutenu par l'ONU à Tripoli, le gouvernement d'union nationale (GUN), a fourni à Washington la feuille de vigne de son approbation formelle pour mener les frappes aériennes. Les unités du GUN tirées de divers groupes de miliciens sont actuellement engagées dans une offensive pour chasser les combattants de l'EI hors de Syrte.

Davis a déclaré que l'armée américaine aidait tout simplement le GUN à reprendre Syrte, en disant que « la durée de l'opération sera mesurée en fonction du temps qu'il faut pour qu'ils parviennent à cet objectif ». Il a affirmé que les frappes aériennes des États-Unis allaient probablement durer « des semaines et non pas des mois. » Davis a indiqué, cependant, que l'engagement au côté du GNA « va absolument perdurer », même si « pour le moment », la cible était Syrte.

Des responsables américains anonymes ont déclaré à *Reuters* que les raids de lundi ont marqué le début d'une campagne aérienne soutenue plutôt qu'une autre frappe isolée. Les frappes aériennes américaines précédentes ont eu lieu en février sur un camp d'entraînement de l'EI dans la ville occidentale de Sabratha.

Washington prépare une nouvelle intervention militaire dans ce pays nord-africain riche en pétrole depuis des mois. Le général Joseph Dunford, président de l'état-major interarmées, a déclaré aux journalistes à la fin mai qu'une « mission à long terme » impliquant des milliers de troupes américaines était imminente. Le retard est le résultat du besoin d'obtenir l'approbation du GUN.

Interrogés par le *Military Times*, des responsables américains ne voulaient pas dire s'il y

avait des soldats américains au sol en Libye. Cependant, ils ont reconnu que de petites « équipes de contact » des troupes d'opérations spéciales étaient entrées et sorties du pays ces derniers mois pour recueillir des renseignements et forger des alliances avec des milices locales. Les forces spéciales britanniques, françaises et italiennes ont également été actives en Libye.

Alors que Washington justifie ses nouvelles opérations militaires au nom de la « guerre contre le terrorisme », l'intervention militaire américaine en Libye en 2011 est directement responsable de la création de l'EI et de lui avoir permis de mettre un pied dans le pays. Les États-Unis et ses alliés ont compté fortement sur les milices liées à Al-Qaïda pour renverser le gouvernement libyen et assassiner son chef, Mouammar Kadhafi.

Ces mêmes milices islamistes, ainsi que de grandes quantités d'armes libyennes, furent ensuite expédiées en Syrie pour prendre part à la nouvelle opération de changement de régime parrainée par les États-Unis en Syrie. Les forces de l'EI qui ont pris le contrôle de Syrte l'année dernière sont les forces par procuration des États-Unis qui revenaient de la sanglante guerre civile syrienne.

La prétention des États-Unis qu'ils agissent au nom d'un gouvernement légitime est une imposture. Le régime pro-occidental, non élu, du GUN, dirigé par Fayez al-Sarraj, est un patchwork de factions concurrentes réunies dans le cadre d'un accord signé seulement en décembre dernier avec l'approbation du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il n'a été installé à Tripoli qu'en mars.

Un gouvernement rival basé dans la ville orientale de Benghazi est dirigé par le général Khalifa Haftar, un collaborateur de longue date de la CIA, qui était de premier plan parmi les forces par procuration des États-Unis qui renversèrent Kadhafi, et s'oppose férocement au GUN. Hier, Ahmed Mesmarri, un porte-parole des forces de Haftar, a dénoncé les frappes aériennes américaines, déclarant que Washington « n'avait aucune autorisation, même sous le prétexte de la lutte contre l'extrémisme ».

Un parlementaire représentant le gouvernement de l'Est à Benghazi Abubaker Baira a dit au *Wall Street Journal* : « Malheureusement, tous les belligérants du conflit libyen ouvrent volontiers leurs portes à ce prétendu soutien politique ou militaire, quoique secrètement, dans l'espoir que cela les mette en position de force par rapport à leurs ennemis. »

Comme Tripoli, Benghazi est un cloaque d'intrigues internationales. Bien qu'elle reconnaisse formellement le GUN, la France a apporté un soutien au régime d'Haftar ainsi que l'ont fait l'Égypte et certains des états du Golfe. L'implication française a été révélée de manière explicite la semaine dernière, lorsque le président François Hollande a reconnu que trois agents de sécurité français ont été tués lorsque leur hélicoptère a été abattu près de Benghazi le mois dernier.

Hier, la France a tenté de réparer les relations avec Tripoli en déclarant son plein appui au GUN et ses efforts pour unifier le pays.

La nouvelle intervention militaire américaine en Libye a lieu au milieu de la montée des tensions au Moyen-Orient et en Europe orientale avec la Russie, ainsi que dans l'Asie - Pacifique avec la Chine. Les frappes aériennes à Syrte, qui sont sans aucun doute le coup d'envoi d'une opération d'envergure beaucoup plus large, ne sont pas seulement conçues pour consolider la mainmise de Washington sur la Libye et ses champs de pétrole, mais

servent d'avertissement à Moscou et Pékin.

La décision de lancer une nouvelle guerre a été prise dans le dos de la population américaine, sans tenter d'obtenir l'approbation du Congrès. Le gouvernement Obama a cité grotesquement l'Autorisation pour l'Usage de la force militaire de 2001 qui approuvait une action militaire contre ceux qui avaient planifié et exécuté les attaques terroristes du 9/11. L'EI non seulement n'existait pas en 2001, mais il est maintenant l'ennemi juré d'Al-Qaïda.

Obama n'a publié aucune déclaration officielle sur le lancement d'une nouvelle guerre, mais a fait quelques remarques superficielles lors d'une conférence de presse conjointe hier avec le Premier ministre de Singapour. Après avoir justifié l'intervention de 2011 comme nécessaire pour éviter un bain de sang, il a déclaré que les nouvelles opérations militaires servaient « à commencer ce qui va être un long processus visant à établir un gouvernement et un système de sécurité viables là-bas ».

En réalité, comme en Irak et en Syrie, le dernier front de l'impérialisme américain dans l'interminable « guerre contre le terrorisme » ne laisse présager que de nouvelles catastrophes pour le peuple libyen à mesure que Washington a recours à des actions de plus en plus désespérées et inconsidérées pour garantir ses intérêts économiques et stratégiques contre ses rivaux.

Peter Symonds

Article paru en anglais le 3 août 2016

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Peter Symonds, wsws.org](http://www.wsws.org), 2016

Articles Par : **[Peter Symonds](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca